Rapport annuel 2019

AIDE JURIDIQUE ESTRIE

Centre communautaire juridique de l'Estrie

Pour VOUS

Table des matières

5 MOT ET DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

6 PRÉSENTATION DU CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ESTRIE

10 STATISTIQUES

12 FAITS SAILLANTS 2019-2020

14 IMPLICATIONS ET RAYONNEMENT

19 PLAN STRATÉGIQUE : RÉSULTATS 2019-2020

26 MESURES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

27 OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

C'est avec beaucoup de fierté que, pour une cinquième année, je présente le rapport annuel d'activités et de gestion du Centre communautaire juridique de l'Estrie.

Depuis plus de 45 ans, nous sommes reconnus pour notre professionnalisme et notre expérience auprès de la clientèle admissible à l'aide juridique dans toute la région de l'Estrie. Nos services, dispensés dans sept bureaux à temps plein et trois à temps partiel, sont prodigués par une équipe chez qui l'esprit de service demeure toujours au cœur de ses préoccupations.

Je désire mentionner que le plan stratégique 2018-2022 est le résultat d'un important exercice qui a nécessité l'implication du conseil d'administration, d'un comité de direction et des employés du Centre. Dans le cadre de la deuxième année de la mise en œuvre du plan, d'importants travaux ont été réalisés en lien avec l'orientation visant l'intégration d'une stratégie numérique pour le Centre.

Un plan de communication-marketing issu d'une démarche en cinq phases et impliquant les employés a été présenté au conseil d'administration.

Le plan a révélé des actions de communication dont les objectifs visent notamment la cohérence de l'ensemble des outils de communication ainsi que la promotion de la mission du Centre. À cet effet, la conception et la mise en ligne du nouveau site internet ont contribué sans contredit à rehausser notre image de marque et à présenter une offre de service de qualité. Le site constitue la carte de visite de notre organisation et nous sommes fiers du résultat obtenu. Je remercie d'ailleurs tous les membres des comités visibilité et internet pour leur participation sans quoi la réalisation de ces grands objectifs aurait été tout simplement impensable.

La multitude de renseignements contenus à ce rapport révélera également l'excellence du travail accompli par nos employés et nos avocats tous unis à l'accomplissement de notre mission. Je tiens à leur témoigner toute ma reconnaissance.

En terminant, je salue également les membres du conseil d'administration pour leur indéfectible engagement et leur soutien tout au cours de l'exercice.

Bonne lecture !

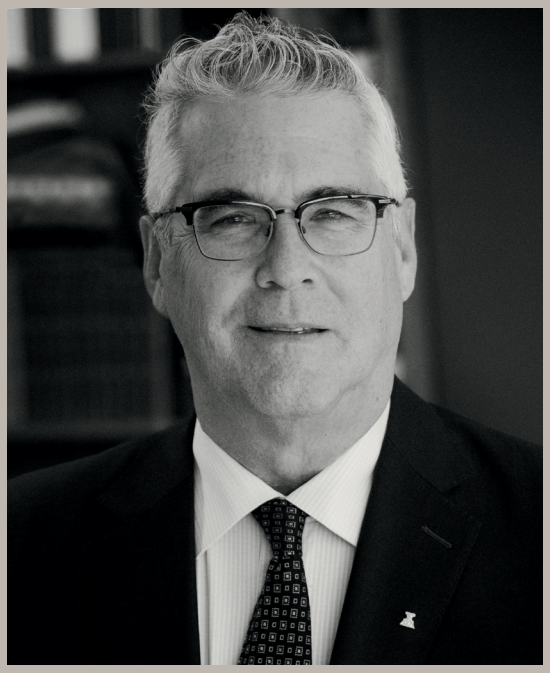
DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Les informations contenues dans le Rapport annuel d'activités et de gestion 2019-2020 du Centre communautaire juridique de l'Estrie relèvent de la responsabilité du Directeur général. Cette responsabilité repose sur l'exactitude et l'intégrité des données ainsi que sur la fiabilité des résultats en regard des objectifs et orientations du Centre.

Afin d'assurer la fiabilité de l'information et des résultats, des systèmes de contrôle internes ont été maintenus tout au long de l'exercice financier.

À ma connaissance, les résultats et les données du Rapport annuel d'activités et de gestion 2019-2020 décrivent fidèlement la mission, la vision et les valeurs du Centre communautaire juridique de l'Estrie. De plus, il fait état des objectifs et des résultats obtenus en regard du plan stratégique 2018-2022, des engagements de la Déclaration de services aux citoyens, des mesures de développement durable et des résultats relatifs aux exigences législatives qui influent sur l'organisme.

À mon avis, les données et renseignements présentés dans ce rapport annuel d'activités et de gestion sont fiables et correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2020.



Me PHILIPPE GILBERT
Directeur général

Note : Afin de faciliter la lecture du présent rapport, nous emploierons le masculin comme genre neutre pour désigner aussi bien les femmes que les hommes.

PRÉSENTATION DU CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ESTRIE

Mission

Le Centre communautaire juridique de l'Estrie a comme mission celle d'assurer l'accès à la justice aux personnes financièrement admissibles, résidant sur le territoire de l'Estrie, en rendant des services juridiques, gratuitement ou avec contribution, dans la mesure prévue par la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques.

Vision

Être reconnu de la communauté comme une équipe chevronnée, dynamique, passionnée et innovante, dispensant des services juridiques de qualité supérieure.

Valeurs

Le Centre encourage tous les employés à partager et promouvoir les valeurs qu'ils ont ensemble adoptées le 31 mars 2017 à savoir, le professionnalisme, le respect et l'empathie comme valeurs organisationnelles ainsi que la communication, le respect et l'entraide comme valeurs de fonctionnement.

Ce sont les articles 29 à 49 de la Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques qui déterminent la formation et les pouvoirs d'un centre régional, la composition de son conseil d'administration ainsi que de son comité administratif. En outre, ils attribuent au conseil d'administration les pouvoirs de nomination des employés et du directeur général.

Enfin, ce sont les articles 20 à 30 du Règlement d'application de la loi sur l'aide juridique et la prestation de certains autres services juridiques qui déterminent les obligations dont le conseil d'administration est tributaire afin que le centre régional soit habilité à poursuivre ses activités.

Conseil d'administration

Les pouvoirs du CCJE sont exercés par son conseil d'administration qui, dans le cadre de sa mission, veille à la saine administration et à l'élaboration des orientations, des objectifs, des politiques et à l'embauche du personnel.

Le conseil est composé de douze membres bénévoles, nommés par la Commission des services juridiques, choisis en raison de leur implication au sein de la communauté et de la contribution qu'ils peuvent apporter à la mission et à la bonne gouvernance du Centre.

Au 31 mars 2020, ces membres sont :

Madame Joanne Beaudin, présidente
Me Daniel Grégoire, vice-président
Madame Soucila Badaroudine
Madame Kylie Côté
Madame Annie-Andrée Émond
Monsieur Sébastien Laberge
Madame Lyne Lacroix
Monsieur François Lemieux
Me Timothy Leonard
Madame Carole Panneton
Me Stéphane Reynolds
Madame Marie-Pierre Robert

Direction générale

Elle est constituée du directeur général et de la directrice générale adjointe qui voient à la gestion des services et des ressources. En outre, ils s'assurent de la mise en œuvre des objectifs définis par le conseil d'administration et veillent à la gestion des activités du Centre.

Direction des services financiers

Sous l'autorité de la direction générale, le directeur des services financiers est responsable des activités comptables et financières et voit à la planification administrative.

PRÉSENTATION DU CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ESTRIE

Administration

Direction générale

Directeur général
Directrice générale adjointe
Directeur des services administratifs et financiers
4 employées

225, rue King Ouest,
bureau 234
Sherbrooke (Québec)
J1H 1P8
Téléphone : 819 563-6122
Télécopieur : 819 563-7155

Les bureaux

Sherbrooke Civil-Familial

6 avocats
11 employés

225, rue King Ouest,
bureau 234
Sherbrooke (Québec)
J1H 1P8
Téléphone : 819 563-6122
Télécopieur : 819 563-6887

Sherbrooke Criminel-Jeunesse

Directeur
8 avocats
7 employées

225, rue King Ouest,
bureau 201
Sherbrooke (Québec)
J1H 1P8
Téléphone : 819 563-4721
Télécopieur : 819 563-7593

Magog

2 avocats
2 employées

42, rue Principale Ouest,
bureau 200
Magog (Québec)
J1X 2A5
Téléphone : 819 843-4555
Télécopieur : 819 843-0602

Coaticook

1 avocate
1 employée

29, rue Main Est,
bureau 203
Coaticook (Québec)
J1A 1N1
Téléphone : 819 849-6366
Télécopieur : 819 849-3061

Asbestos

2 avocats
2 employées

321, rue Chassé
Asbestos (Québec)
J1T 2B4
Téléphone : 819 879-5402
Télécopieur : 819 879-6741

Lac-Mégantic

Directrice
1 avocate
2 employées

4340, rue Laval
Lac-Mégantic (Québec)
G6B 1B8
Téléphone : 819 583-1214
Télécopieur : 819 583-5544

Thetford Mines

3 avocats
4 employées

57, rue Notre-Dame Ouest
Thetford Mines (Québec)
G6G 1J4
Téléphone : 418 338-2133
Télécopieur : 418 338-6687

Les bureaux à temps partiel

Disraeli

Desservi par le bureau d'aide juridique de Thetford Mines
Vendredi après-midi - CLSC

245, rue Montcalm
Disraeli (Québec)
G0N 1E0
Téléphone : 418 338-2133

Stanstead

Desservi par le bureau d'aide juridique de Coaticook
Mardi

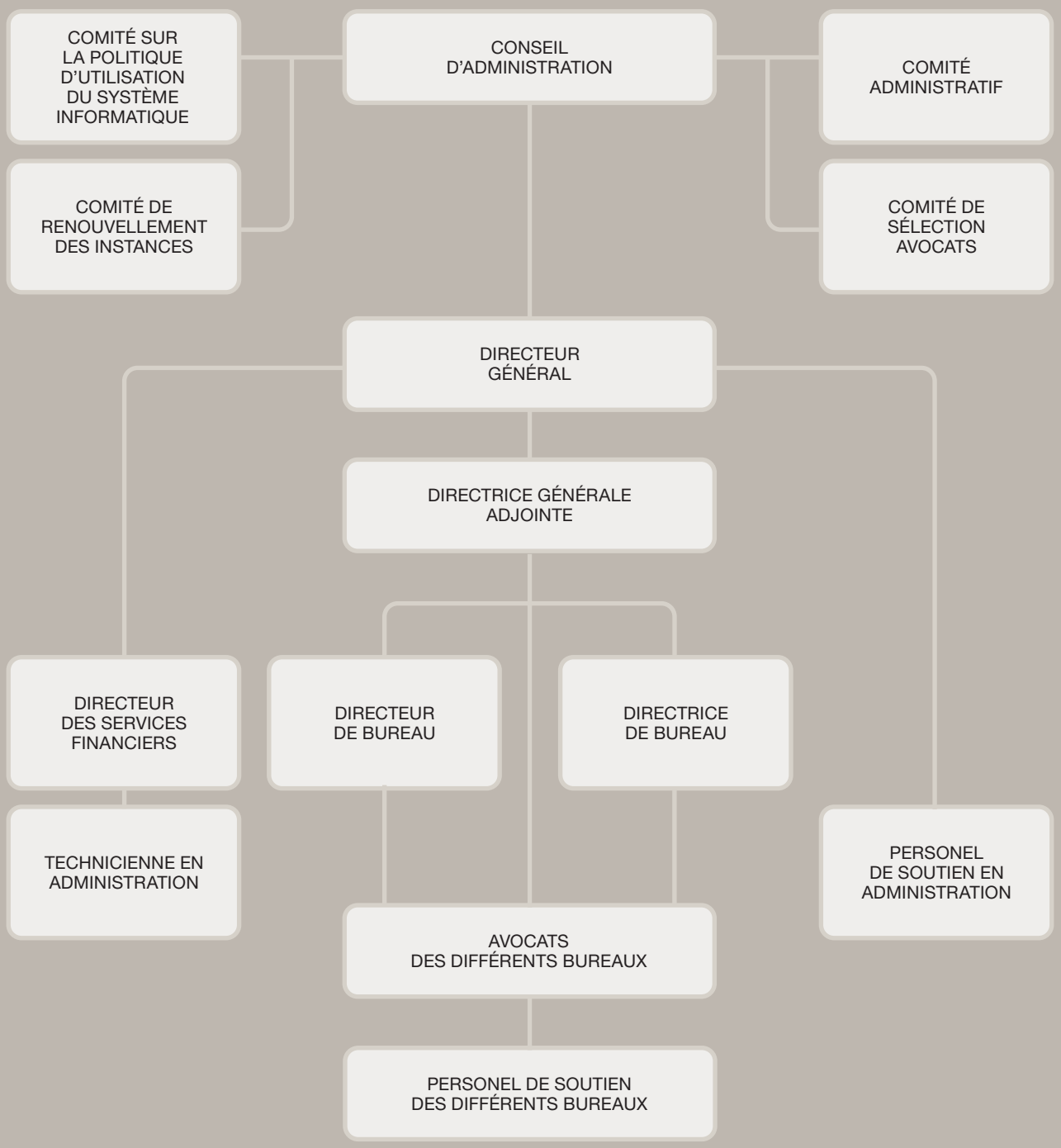
674, rue Dufferin
Stanstead (Québec)
J0B 3E0
Téléphone : 1 800 967-5717

Windsor

Desservi par le bureau d'aide juridique d'Asbestos
Lundi après-midi

5, rue des Sources
Windsor (Québec)
J1S 2X3
Téléphone : 819 845-5583

Organigramme



STATISTIQUES
2019-2020

14 319
demandes traitées (contributif et gratuit)

93%
dossiers gratuits

7%
dossiers à volet contributif

12 592
demandes admises

49%
demandes admises et traitées par un avocat permanent

51%
demandes admises et traitées par un avocat du privé

94%
demandes admises et gratuites

6%
demandes admises à volet contributif

1 190
appels d'arrestation

43%
appels traités par les avocats du CCJE

57%
appels traités par le service de garde provincial

Nombre total des demandes traitées par matière
(contributives et gratuites)

Civil	2016 2017	2017 2018	2018 2019	2019 2020
CIVIL - ADMINISTRATIF	2 568	2 273	2 167	2 146
FAMILIAL	2 806	2 482	2 232	2 154
PROTECTION DE LA JEUNESSE	3 036	2 698	2 986	2 874
IMMIGRATION	47	50	75	76
HOMOLOGATION	188	179	184	157
TOTAL	**8 645**	**7 682**	**7 644**	**7 407**
Criminel				
CARCÉRAL	52	121	116	71
CRIMINEL	2 756	2 773	3 462	2 907
CRIMINEL - JEUNESSE	786	710	614	505
CRIMINEL - SOMMAIRE	4 153	4 100	3 859	3 274
CHAPITRE III	6	5	6	7
TOTAL	**7 753**	**7 709**	**8 057**	**6 764**
GRAND TOTAL	**16 398**	**15 391**	**15 701**	**14 171***

***** NOTE : Excluant le notarial et les données incomplètes

Statistiques du service de garde 24 heures 2019-2020

PÉRIODE COUVERTE	TOTAL APPELS	SERVICE PROVINCIAL	SERVICE TELMATIK				ARRESTATION		RÉGION JUDICIAIRE		
			6:00-8:30	JOUR	12:00-13:30	16:00-21:00	DÉTENTION	LIBÉRATION	ST-FRANÇOIS	MÉGANTIC	THETFORD
Avril 2019	124	66	9	31	5	13	47	77	109	9	6
Mai 2019	122	79	5	19	2	17	41	81	103	4	15
Juin 2019	125	77	4	12	6	26	38	87	110	4	11
Juillet 2019	118	66	7	22	1	22	35	83	111	2	5
Août 2019	112	64	5	18	5	20	39	73	104	3	5
Septembre 2019	94	58	0	16	4	16	28	66	85	2	7
Octobre 2019	101	57	2	15	5	22	31	70	92	1	8
Novembre 2019	120	58	10	34	6	12	16	104	111	4	5
Décembre 2019	80	53	3	10	1	13	16	64	75	3	2
Janvier 2020	74	31	2	24	6	11	10	64	70	1	3
Février 2020	65	33	3	14	7	8	7	58	59	2	4
Mars 2020	55	33	1	9	0	12	12	43	43	2	10
			51	224	48	192					
TOTAL	**1190**	**675**	**515**				**320**	**870**	**1072**	**37**	**81**

Quelques événements marquants pour l'année 2019-2020 méritent d'être soulignés dans le cadre de ce rapport :

Nominations au conseil d'administration

Quatre nouveaux membres ont été nommés au conseil d'administration du Centre. Il s'agit de madame Marie-Pierre Robert en remplacement de madame Lise Laroche, de Me Stéphane Reynolds en remplacement de Me Daniel Proulx, de madame Kylie Côté en remplacement de monsieur Mario Dubois et de monsieur Sébastien Laberge en remplacement de madame Caroline Beauregard.
Madame Robert enseigne le droit criminel à l'Université de Sherbrooke et est cofondatrice et codirectrice du programme de maîtrise en droit criminel et pénal. Me Reynolds intervient depuis plusieurs années à titre de conseiller juridique, formateur et plaideur, principalement pour les entreprises et les organismes en matière commerciale, en droit du travail, municipal, de l'environnement et de la construction. Madame Côté est analyste financière et est spécialisée en planification financière, en analyse d'unités d'affaires et en planification stratégique dans le secteur de l'enseignement. En terminant, monsieur Laberge est directeur général du Centre communautaire Partage St-François et possède également une grande expérience d'administrateur auprès de conseils d'administration d'organismes communautaires.

Départs à la retraite

Trois secrétaires juridiques, mesdames Liza Tisluck, Johanne Roy et Janie Beaulne ont pris leur retraite cette année. Madame Tisluck occupait son poste au bureau d'Asbestos et mesdames Roy et Beaulne, au bureau de Magog.

Une nouvelle image pour le CCJE

Le 18 octobre dernier, nous procédions au lancement de la nouvelle image de marque du CCJE. À cet égard, le plan marketing, les outils de communication et le nouveau site internet ont été dévoilés à l'ensemble des employés par les responsables du comité visibilité et du comité site web, Mes Jean-Christian Blais et Simon Delisle Beaulieu.

De la visite de France

Les 21 et 23 octobre 2019, la juge pour enfants du Tribunal de grande Instance du Havre, Alice Grunenwald, accompagnait Me Mélissa Robert dans le cadre de ses activités professionnelles afin de pouvoir découvrir de manière approfondie les pratiques québécoises, tant en matière de droit de la jeunesse qu'en délinquance. La juge Grunenwald effectuait un stage sur initiative personnelle auprès de Lise Gagnon, juge de la Cour du Québec, chambre de la jeunesse.

Journées de formation de la CSJ

Cette année, deux avocates du Centre, soit Mes Gabrielle Lemay et Mélissa Robert, ont participé à titre de conférencières aux journées de formation organisées par la CSJ et destinées aux avocats du réseau.

La commission spéciale sur les droits des enfants et le CCJE

À la demande de la Commission des services juridiques, un comité provincial, dont fait partie Me Mélissa Robert du CCJE, a été mandaté afin de préparer un mémoire détaillé devant être déposé à la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse. Ce mémoire comportera les commentaires et les recommandations de ses membres, et ce, à titre d'avocats de l'aide juridique spécialisés en représentation des enfants devant les tribunaux.

La transformation numérique du réseau de l'aide juridique

La firme Klynveld, Peat, Marwick et Goerdeler (KPMG) et le comité sur la transformation numérique du réseau de l'aide juridique (comité e-MAJ) composés des directeurs généraux de cinq centres communautaires juridiques, dont le CCJE, et d'un représentant de la Commission des services juridiques ont poursuivi au cours de cet exercice d'importants travaux de préparation visant la mise en œuvre de la transformation numérique des processus du réseau de l'aide juridique. Cette démarche s'inscrit dans la foulée des orientations ministérielles annonçant, au cours des prochaines années, des investissements majeurs en lien avec la modernisation du système de justice au Québec.

Implication des avocats

Plusieurs avocats du Centre ont offert bon nombre de formations, conférences ou séances d'information devant plusieurs forums professionnels ou communautaires. Ils ont également poursuivi la tradition d'implication communautaire de notre Centre. Ils se sont impliqués à titre de personnes-ressources ou membres de conseils d'administration de plusieurs organismes communautaires ou professionnels. Ils ont également participé aux campagnes de financement de certains de ces organismes. La section « Implications et rayonnement » de ce rapport illustre de façon détaillée l'implication des avocats.

Clinique d'assistance juridique COVID-19

Dans le contexte de la pandémie COVID-19, la ministre de la Justice a mandaté la Commission des services juridiques et le Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ) afin de déployer une ligne de consultations téléphoniques gratuites dans le but d'informer la population à propos de ses droits et ses obligations pendant la crise du nouveau coronavirus. Plus d'une centaine d'avocats permanents du réseau de l'aide juridique ont répondu à l'appel, dont douze proviennent du CCJE. Il s'agit de Mes Mélissa Robert, André Gardner, Valérie Lauzier, Jean-Christian Blais, Marie-Christine Roy, Véronique Dion, Elizabeth Martel, Annie-Pier Babineau, Alexandra Ignatieff, Lisanne Fabi, Céline Gallant et Simon Delisle-Beaulieu.

IMPLICATIONS ET RAYONNEMENT DES AVOCATS DU CCJE

L'aide à la personne et à la famille

Action Plus de Sherbrooke
Me Annie-Claude Hinse
Personne-ressource

Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR)
Me Nadia Plante
Me Mélissa Robert
Conférence sur les droits des grands-parents

Association féminine d'éducation et d'action sociale de Magog et d'Eastman
Me Michel Tétrault
Personne-ressource

Association des proches de personnes atteintes de maladie mentale de l'Estrie (APPAAM)
Me Simon Delisle-Beaulieu
Membre du C.A.

Association du syndrome de Down
Me Alexandra Houde
Personne-ressource

Chevaliers de Colomb
Me Michel Tétrault
Personne-ressource

Club de marche les tortues (Thetford)
Me André Gardner
Me Lydia Jacques
Séance d'information

Comité-Famille régional
Me Michel Tétrault
Me Marie-Christine Roy
Me Lisanne Fabi
Membres

Cordée (La)
Me Jean-Christian Blais
Personne-ressource

Coalition sherbrookoise pour le travail de rue
Me Jean-Christian Blais
Personne-ressource

Corporation de développement communautaire des Sources
Me Marie-Christine Roy-
Membre

DIRA – Estrie
Me Annie-Claude Hinse
Personne-ressource

Équijustice Estrie
Me Mélissa Robert
Membre du C.A.
(vice-présidente)

Gîtée (La)
Me Elizabeth Martel
Personne-ressource

Groupe Probex
Me Jean-Christian Blais
Personne-ressource

Maison d'hébergement La Bouée
Me Marie-Ève Maillé
Personne-ressource

Maison Oxygène Estrie
Me Lisanne Fabi
Personne-ressource

Moisson Estrie
Me Alexandra Houde
Personne-ressource
Membre du C.A. et du sous-comité Ressources humaines

MomentHom
Me Marc-André Champagne
Personne-ressource
Me Simon Delisle-Beaulieu
Rencontre afin de mettre en place le service à Asbestos

Pro-Def Estrie
Me Alexandra Houde
Personne-ressource
Me Jean-Christian Blais
Membre du comité Mesures d'exception
Me Valérie Lauzier
Membre du C.A.

Récupération Frontenac inc.
Me Élizabeth Martel
Personne-ressource
Membre du C.A.

Réseau d'entraide des Appalaches
Me Élizabeth Martel
Personne-ressource
Membre du C.A.
Membre du comité de la refonte des règlements généraux de l'organisme

Service d'aide aux Néo-Canadiens
Me Annie-Claude Hinse
Personne-ressource

Soutien d'intensité variable dans la communauté (SIV)
Me Marie-Ève Maillé
Rencontre avec la coordonnatrice du programme

SOS Onde amitié
Me Lydia Jacques
Personne-ressource
Membre du C.A. (administratrice jusqu'en juin 2019 ensuite, trésorière)

Service budgétaire populaire des Sources
Me Marie-Christine Roy
Séance d'information

Table de concertation des aînés des Sources
Me Marie-Christine Roy
Séance d'information

Enseignement et jeunesse

Carrefour jeunesse emploi de Coaticook
Me Véronique Dion
Membre du C.A.

Carrefour jeunesse emploi de Frontenac
Me André Gardner
Me Lydia Jacques
Personnes-ressources

Cégep de Thetford Mines
(étudiants étrangers)
Me André Gardner
Me Lydia Jacques
Conférenciers

Club Optimiste de Lac-Mégantic
Me Marie-Ève Maillé
Membre du C.A. (trésorière)

CPE-BC Uni-vers d'enfants
Me Karine Arseneault-Sirois
Membre du C.A.

Collège de Sherbrooke
(Groupe de francisation)
Me Marie-Christine Roy
Séances d'information

CPE Fafouin
(CPE du village d'East Angus et d'Ascot Corner)
Me Karine Arseneault-Sirois
Personne-ressource

CPE sous les étoiles
(Lac-Mégantic)
Me Marie-Ève Maillé
Personne-ressource
Membre du C.A.

Commission scolaire de la région de Sherbrooke
Me Gabrielle Lemay
Membre du conseil d'établissement

École Montessori (Magog)
Me Lisanne Fabi
Atelier Éducaloi dans le cadre de la Semaine de l'éducation juridique

École primaire La Maisonnée
Me Gabrielle Lemay
Me Mélissa Robert
Séance d'information auprès des élèves de 6e année

Jeunes explorateurs d'un jour
Me Jessyca Duval
Me Caroline St-André
Supervision de 13 élèves du secondaire

Ligue pour l'enfance de l'Estrie
Me Lisanne Fabi
Membre du Comité d'étude sur la supervision des accès

Maison des jeunes l'Exit de Magog
Me Michel Tétrault
Personne-ressource

Mesures alternatives Jeunesse Frontenac
Me André Gardner
Personne-ressource
Membre du C.A. (président)

Séminaire de Sherbrooke
Me Karine Arseneault-Sirois
Supervision de deux étudiantes en techniques juridiques dans le cadre du mentorat (2 demi-journées)

Université de Sherbrooke
Programme clinique
Me Karine Arseneault-Sirois
Me Jean-Christian Blais
Me Lisanne Fabi
Me Annie-Claude Hinse
Me Lydia Jacques
Me André Gardner
Me Simon Delisle-Beaulieu
Me Valérie Lauzier
Me Mélissa Robert
Me Marc-André Champagne
Me Michèle Lamarre-Leroux
Me Audrey Parizeau
Me Alexandra Houde
Me Marie-Christine Roy
Me Caroline St-André
Supervision d'étudiants

Programme clinique
(projet-pilote École du Barreau de Sherbrooke)
Me Jean-Christian Blais
Me Jessyca Duval
Supervision d'un étudiant

Programme coopératif
Me Annie-Claude Hinse
Supervision d'une étudiante

Faculté de droit
Me Benoit Gagnon
Membre du conseil de la faculté
Juge invité lors de la Coupe Gale

Programme de 2e cycle
Me Marc-André Champagne
Me Benoit Gagnon
Chargés de cours

Projet de recherche (en partenariat avec le CIUSSS de l'Estrie-CHUS)
Les effets des interventions auprès des familles en difficulté
Me Gabrielle Lemay
Participante

Journée d'observation
Me Lydia Jacques
Supervision d'une étudiante de première année au baccalauréat en droit

Tandem (Le)
(Centre de pédiatrie sociale du Dr Julien)
Me Valérie Lauzier
Personne-ressource

IMPLICATIONS ET RAYONNEMENT DES AVOCATS DU CCJE

Justice

Association des avocates et avocats en droit de la famille du Québec
Me Michel Tétrault
Membre et consultant

Association des Jeunes Barreaux de Région
Arthabaska
Me Lydia Jacques
Membre du C.A. (administratrice)
Me Élizabeth Martel
Membre du C.A. (secrétaire et par la suite vice-présidente)
Responsable du comité de la formation

Barreau d'Arthabaska
Me André Gardner
Conseiller
Membre du comité du prix de reconnaissance civile

Barreau de Saint-François
Comité de formation permanente
Me Jean-Christian Blais
Me Annie-Claude Hinse
Membres
Me Michel Tétrault
Président (jusqu'en juin 2019)

Barreau de Saint-François
Comité de la famille
Me Lisanne Fabi
Membre

Barreau de Saint-François
Comité jeunesse
Me Mélissa Robert
Membre (secrétaire)

Barreau de Saint-François
Comité des affaires criminelles et pénales
Me Benoit Gagnon
Membre

Comité de liaison avec la magistrature pour le district de Frontenac
Me André Gardner
Membre

Barreau du Québec
École du Barreau
Me Simon Delisle-Beaulieu
Me Elizabeth Martel
Me Michel Tétrault
Me Benoit Gagnon
Enseignants

Fondation Robert-Sauvé
Me Michel Tétrault
Membre du C.A.

Comité santé mentale
Me Jean-Christian Blais
Membre
Personne ressource

Colloque en droit de la famille
Me Michel Tétrault
Participant

Colloque en déontologie
Me Michel Tétrault
Organisation

Revue canadienne de droit familial
Me Michel Tétrault
Membre du comité de rédaction

Comité Pro Bono
Québec
Me Annie-Claude Hinse
Membre du comité d'approbation
Comité Pro Bono
Canada
Me Simon Delisle-Beaulieu
Supervision de 2 étudiants

Comité e-MAJ
(transformation numérique du réseau d'aide juridique)
Me Philippe Gilbert
Membre

Commission des services juridiques
Comité sur la modernisation de la Loi sur l'aide juridique
Me Simon Delisle-Beaulieu
Consultant
Me Philippe Gilbert
Membre

Comité provincial du réseau de l'aide juridique en droit de la jeunesse
Me Mélissa Robert
Membre

Comité paritaire assurance-maladie
Me Simon Delisle-Beaulieu
Participant

Comité stratégique intersectoriel en itinérance de l'Estrie
Me Benoit Gagnon
Membre

Bureau de la transformation numérique (ministère de la Justice et la Commission des services juridiques)
Me Gabrielle Lemay
Participante à une rencontre

Programme d'adaptabilité sociale relatif aux constats d'infraction – Cour municipale de Sherbrooke
Me Benoit Gagnon
Membre

Programme d'accompagnement justice et santé mentale de Sherbrooke (PAJ-SM)
Me Benoit Gagnon
Me Philippe Gilbert
Membres du comité directeur
Me Benoit Gagnon
Membre du comité organisationnel

CIUSSS de L'Estrie – CHUS

CSSS-IUGS
Me Jean-Christian Blais
Séance d'information
Personne-ressource
Me Alexandra Houde
Me Nadia Plante
Me Michel Tétrault
Me Marie-Christine Roy
Personnes-ressources

CSSS de Coaticook
Me Véronique Dion
Personne-ressource

CSSS du Granit
Me Marie-Ève Maillé
Personnes-ressources

CSSS des Sources
Me Simon Delisle-Beaulieu
Me Marie-Christine Roy
Personnes-ressources

CISSS de Chaudière – Appalaches

CSSS de Thetford Mines
Me André Gardner
Me Lydia Jacques
Me Elizabeth Martel
Personnes-ressources

Autres organismes

ACEF Amiante-Beauce-Etchemin
Me André Gardner
Personne-ressource

ACEF Estrie
Me Alexandra Houde
Personne-ressource

Chambre de commerce de Lac-Mégantic
Me Marie-Ève Maillé
Personne-ressource
Membre du C.A. et du comité des ressources humaines

Caisse Desjardins du Granit (Lac-Mégantic)
Me Marie-Ève Maillé
Membre du C.A. (administratrice)

Corporation de développement communautaire du Granit
Me Marie-Ève Maillé
Séance de travail en vue de la préparation d'un salon d'information

Grande table des partenaires de Magog
Me Michel Tétrault
Membre

Radio locale de Thetford Mines
Me André Gardner
Me Lydia Jacques
Animateurs d'une chronique hebdomadaire

Radio-Canada
Me Benoit Gagnon
Me Michèle Lamarre-Leroux
Me Michel Tétrault
Animateurs de chroniques juridiques
Me Nadia Plante
Me Mélissa Robert
Entrevue en vue de la conférence à l'AQDR sur les droits des grands-parents

Formations données par les avocats du CCJE

Jurisprudence marquante 2017-2018-2019
Donnée au Barreau du Québec
Me Michel Tétrault - 18 janvier 2019

Jurisprudence marquante 2018-2019
Donnée à l'Association des avocates et avocats en droit de la famille du Québec
Me Michel Tétrault - 24 septembre 2019

Le travail du procureur à l'enfant en matière de protection de la jeunesse
Donnée aux avocats du Barreau de Saint-François et aux juges de la Cour du Québec, chambre de la jeunesse
Me Mélissa Robert - 30 septembre 2019

Jurisprudence marquante 2018-2019
Donnée aux juges de la Cour supérieure
Me Michel Tétrault - 12 février 2019

Les développements récents au Québec en matière de justice pénale pour les adolescents
Donnée aux avocats de l'aide juridique
Me Gabrielle Lemay
Me Mélissa Robert - 8 novembre 2019

Conférence sur l'aide juridique
Donnée aux membres du Groupe d'entraide cancer et vie
Me Elizabeth Martel - 17 février 2020

Quelques causes d'intérêt 2019-2020

Les causes d'intérêt contribuent généralement à l'avancement du droit. Elles témoignent aussi de la lourdeur de la pratique à l'aide juridique et mettent en valeur le professionnalisme et l'engagement dont font preuve les avocats. Voici quelques exemples qui ont eu lieu au cours de cet exercice.

R c. Turcotte, C.Q., 450-01-106831-188 (002)
Juge PAUL DUNNIGAN
Me JESSYCA DUVAL
BAJ SHERBROOKE CRIMINEL

Accusation criminelle d'un voie de fait causant des lésions corporelles. Accusé prétend ne pas se souvenir d'avoir frappé le plaignant. Présentation d'une défense d'automatisme sans troubles mentaux. Témoignage d'un expert concluant à un état dissociatif lors des événements provoqués par un coup reçu à l'abdomen. Opinion basée en grande partie sur la version des faits relatée par l'accusé. Version écartée par le Tribunal. Déclaration de culpabilité. Représentation sur la peine. Peine de détention réclamée par le ministère public. Absence d'antécédents judiciaires. Obtention d'une absolution conditionnelle à l'exécution de 150 heures de travaux communautaires.

R c. Samuel Pruvost et Procureure générale du Québec
C.Q., 235-01-020045-183
Juge RÉNA ÉMOND
Me LYDIA JACQUES
BAJ THETFORD MINES

Contestation de l'application d'une peine minimale. Accusé de leurre, le défendeur reconnait sa culpabilité pour avoir participé à une conversation électronique avec une personne âgée de moins de 18 ans en vue de faciliter la perpétration à son égard d'infractions de nature sexuelle. Cette accusation entraîne une peine minimale d'incarcération de 6 mois. La défense estime que la peine minimale d'emprisonnement constitue dans le cas d'espèce une peine cruelle et inusitée qui contrevient à l'article 12 de la Charte canadienne des droits et libertés. Elle demande que cette peine soit déclarée inopérante à l'égard de son client, étant exagérément disproportionnée à la mesure appropriée à sa situation. Après analyse, le Tribunal estime dans un premier temps, que le fait d'infliger une peine d'emprisonnement dans la collectivité de 6 mois assortie de l'obligation d'effectuer 100 heures de service communautaire serait une peine appropriée et, dans un deuxième temps, conclut que la peine minimale obligatoire de 6 mois d'emprisonnement prévue à l'article 172.1(2)b) C.cr. est exagérément disproportionnée par rapport à la peine que se mérite l'accusé.

Fédération des producteurs acéricoles du Québec
c. Daniel Gaudreau et Nathalie Bombardier
R, C.S., 450-17-005246-146
Juge YVES TARDIF
Me JESSYCA DUVAL
BAJ SHERBROOKE

Dossier d'outrage au tribunal dans un contexte de violation d'avis d'exécution de saisie-revendication. Plus particulièrement, il était reproché à la défenderesse Bombardier (représentée par Me Duval) et à son conjoint Gaudreau (non représenté) d'avoir empêché la saisie de barils de sirop d'érable en remplaçant leur contenu par une substance autre alors qu'ils avaient été nommés gardiens par l'huissier. Saga judiciaire avec la Fédération. Dossier médiatisé. Condamnation du couple à un outrage semblable dans le même dossier alors qu'ils n'étaient pas représentés. Au terme d'un procès de trois jours, le Tribunal a acquitté Mme Bombardier avec les frais de justice en sa faveur. Le Tribunal a retenu que, même si Mme Bombardier avait été nommée gardien par l'huissier, il n'y avait aucune preuve de participation de sa part. De plus, il a retenu les arguments de son avocate, jurisprudence à l'appui, voulant que, même si sa cliente avait été insouciante, elle ne pouvait être trouvée coupable. Le Tribunal l'a acquittée instanter.

R c. Gailloux, 2019 C.Q. 450-01-105134-170
Juge ÉRICK VANCHESTEIN
Me MICHÈLE LAMARRE-LEROUX
BAJ SHERBROOKE CRIMINEL

Interception du véhicule conduit par l'accusé pour tuyau d'échappement non conforme. Policier qui intervient auprès de l'accusé. Constatation de certains symptômes qui, selon lui, établissent des motifs raisonnables que l'accusé conduit avec les capacités affaiblies par une drogue. Arrestation. Requête de la défense en exclusion de la preuve basée sur l'article 24(2) de la Charte canadienne des droits et libertés pour violation aux articles 8 et 9. Le Tribunal conclu que le policier n'avait pas les motifs raisonnables pour procéder à l'arrestation, mais tout au plus des motifs raisonnables de soupçonner que l'accusé était sous l'influence d'une drogue pouvant uniquement lui permettre de procéder à des épreuves de coordination de mouvement et non pas à son arrestation. Privation de liberté pendant trois heures et demie. Atteinte grave aux droits de l'accusé. Exclusion de la preuve pour fouille abusive et détention arbitraire. Acquittement.

Plan stratégique

Résultats 2019-2020

Le Plan stratégique du CCJE a pour objectifs d'améliorer la visibilité et la notoriété du Centre, de favoriser l'accessibilité à des services de qualité et d'attirer et de retenir les meilleurs talents au sein de ses équipes de travail. Dans cette section sont présentés les résultats des travaux faits en conformité du Plan stratégique 2018-2022, de même que les orientations et les objectifs adoptés par les membres du conseil d'administration du Centre.

Améliorer la visibilité et la notoriété du CCJE

Orientation 1.1
Faire connaître nos équipes et nos services

Objectif 1.1.1

Mettre en place des moyens pour augmenter la visibilité du CCJE

Cibles
Former un comité et mettre en place graduellement les recommandations jusqu'au 31 mars 2022 (atteinte)

Résultats
Comité visibilité (avocats et employées de soutien)
Définition de l'image
Normes graphiques
Logo
Papeterie
Signature corporative
Outils de communication
Journée de dévoilement

Objectifs 1.1.2 et 1.1.3

Diffuser et produire à la population, à la clientèle et aux partenaires de l'information juridique et des chroniques juridiques

Cibles
Diffuser 100% les chroniques du réseau de l'aide juridique (atteinte) et produire et diffuser annuellement 4 chroniques (presque atteinte)

Résultats
Chroniques du réseau de l'aide juridique
Trois chroniques par les avocats du CCJE

Objectif 1.1.4

Prendre part aux différentes tribunes et programmes en matière de justice tels que les tables de concertation, les journées carrière ou autres

Cibles
Participer annuellement à une table de concertation ou autre (largement atteinte)

Résultats
Comité sur la représentation des enfants en protection de la jeunesse
Comité sur la réforme du droit de la famille
Table de concertation des aînés des Sources
Table d'action contre la pauvreté et l'exclusion sociale

ENJEU 1

Orientation 1.2
Étendre et consolider notre présence dans la communauté juridique et auprès de nos partenaires

Objectif 1.2.1

Créer des partenariats avec les intervenants clefs œuvrant auprès de la clientèle en santé mentale, des immigrants et des aînés

Cible
Établir au moins 3 ententes de partenariat au 31 mars 2022 (partiellement atteinte)

Résultats
Un ou des avocats se sont impliqués notamment auprès des organismes suivants :

Comité santé mentale du district judiciaire de Saint-François
Comité mesures d'exception de Pro-Def Estrie
Conseil d'administration de l'APPAAM-Estrie
DIRA Estrie
SERCOVIE

Objectif 1.2.2

Maintenir notre partenariat avec la faculté de droit de l'Université de Sherbrooke

Cibles
Participer au programme d'activités de la faculté de droit et superviser un stagiaire coopératif annuellement (atteinte)

Résultats
Quinze avocats ont supervisé 19 étudiants
Une avocate a supervisé une stagiaire du programme coopératif.

Objectif 1.2.3

Maintenir et parfaire notre partenariat avec le programme en techniques juridiques du Séminaire de Sherbrooke

Cibles
Superviser annuellement au moins un stagiaire (atteinte)

Résultats
Projet-pilote 2019 devenu pérenne
Deux étudiants ont été supervisés.

Objectif 1.2.4

Dispenser de la formation et de l'information juridique à nos partenaires communautaires

Cibles
Dispenser de la formation en fonction des besoins des partenaires communautaires (atteinte)

Résultats
Un ou des avocats ont notamment dispensé de la formation sur les sujets suivants :

Les droits d'accès ou de garde des grands-parents
Le droit à l'image, La liberté d'expression et ses limites,
La responsabilité criminelle et L'usage des réseaux sociaux
Le bail entre une personne âgée et sa résidence
Le mandat en cas d'inaptitude et Le testament
Le droit criminel canadien aux étudiants étrangers
Le système de droit civil québécois aux élèves en francisation
Présentation des services du CCJE au CIUSSS de l'Estrie-CHUS et au CARREFOUR ÉTUDIANT

Favoriser l'accessibilité à des services de qualité

Orientation 2.1
Revoir et ajuster nos façons de faire qui favorisent l'accès à la justice

Objectif 2.1.1
Élargir nos champs de pratique au droit carcéral et au droit de l'immigration

Cibles
Former les avocats et offrir le service au 31 mars 2021 (atteinte)

Résultats
Une avocate a effectué les démarches suivantes :
Développement du droit carcéral
Journée d'observation à l'Établissement de détention Leclerc
Audience et représentations devant la Commission des libérations conditionnelles du Québec
Entrevues et consultations en matière carcérale
Formation d'une journée en droit carcéral
Gestion des attestations d'admissibilité en droit carcéral

Objectif 2.1.2
Atteindre et maintenir un délai raisonnable pour l'émission des attestations d'admissibilité en matière criminelle

Cibles
Maintenir un délai de 4 à 6 semaines (atteinte)

Résultats
Maintien du délai de 4 à 6 semaines largement respecté
Aucune plainte de rapportée.

Objectif 2.1.3
Améliorer l'accessibilité des services à nos bureaux à temps partiel

Cibles
Former un comité de travail, élaborer des recommandations et les mettre en place (non atteinte)

Résultats
Malgré le fait que nous n'ayons pu donner suite à cet objectif comme souhaité, nous avons amélioré l'accessibilité du bureau de Windsor en louant un nouveau bureau à même le Centre local d'emploi. Ce nouvel emplacement offre de meilleures conditions pour les rencontres client-avocat ainsi qu'un stationnement accessible à la clientèle.

Objectif 2.1.4
Améliorer l'accessibilité à nos services pour les clients en maison de thérapie

Cibles
Projet-pilote d'ouverture des dossiers à distance (visioconférence) pour la clientèle en maison de thérapie au 31 mars 2020 (partiellement atteinte)

Résultats
Dans le cadre de son cours de Gestion de projet au programme court de deuxième cycle en administration publique à l'École Nationale d'Administration publique, une avocate a élaboré un projet de mise en place d'un système de visioconférence pour l'ouverture à distance des demandes d'aide juridique pour la clientèle en maison de thérapie.

Un plan opérationnel de projet ainsi qu'une matrice d'aide à la planification ont été réalisés. Nous y trouvons l'ensemble des informations pertinentes pour la réalisation de celui-ci tel que :

Organigramme des tâches. Résultats attendus. Risques et moyens de contingence. Effort requis pour chaque tâche. Affectation des ressources. Échéancier de réalisation. Budget

ENJEU 2

Orientation 2.2
Développer une stratégie numérique

Objectif 2.2.1
Élaborer un plan de communication et une stratégie numérique adaptés aux besoins du CCJE

Cibles
À l'aide d'une firme spécialisée, élaborer un plan de communication adapté aux besoins du CCJE au 31 mars 2020 (atteinte)

Résultats
Cet objectif a été devancé et a été complété en février 2019.

Objectif 2.2.2
Offrir à la population un site Internet au design actuel et adapté aux mobiles et tablettes numériques

Cibles
Créer et mettre en opération un nouveau site Internet au 31 mars 2019 (atteinte)

Résultats
Le comité internet du CCJE et la firme Artsversus Multimédia ont complété la réalisation de cet objectif au cours de l'exercice et le nouveau site internet a été mis en ligne le 18 octobre 2019.

Objectif 2.2.3
Améliorer la gestion des dossiers des ressources humaines

Cibles
Informatiser la gestion des ressources humaines au 31 mars 2022 (atteinte)

Résultats
Intégration d'un logiciel adapté au programme d'horaire variable du CCJE permettant :

Gestion des feuilles de temps
Planification et gestion des horaires
Conformité et gestion par exception
Demandes d'absence
Banques de temps

Attirer et garder les meilleurs talents

Orientation 3.1
Adopter une philosophie de gestion axée sur le développement durable

Objectif 3.1.1

Assurer le développement, le transfert et le maintien des connaissances et du savoir-faire

Cibles
Mettre en place un programme de mentorat et d'accompagnement aux nouveaux employés devant s'amorcer avant le 31 mars 2019 (partiellement atteinte)

Résultats
Maintien du processus déjà instauré
Désignation d'un employé responsable en matière d'admissibilité
Désignation d'un employé responsable de l'introduction au logiciel d'admissibilité
Présentation des politiques et directives du Centre
Périodes de jumelage obligatoires relatives à l'ouverture de la demande d'aide juridique
Désignation de deux avocats comme mentors
Procédure d'accueil aux nouveaux membres du conseil d'administration

Objectif 3.1.2

Favoriser des mesures axées sur de saines habitudes de vie des employés

Cibles
Former un comité de travail, répertorier des façons de promouvoir de saines habitudes de vie au travail et les mettre en application au 31 mars 2020 (atteinte)

Résultats
Formation du comité bien-être au travail
Tournée des bureaux et sondage effectué par le comité
Présentation des résultats à la direction.

Objectif 3.1.3

Encourager la mobilisation des employés

Cibles
Offrir aux employés de participer annuellement à une activité communautaire ou écoresponsable (reportée)

Objectif 3.1.4

Favoriser l'application au travail de mesures de gestion environnementale

Cibles
Répertorier les meilleures pratiques écoresponsables de chaque bureau au 31 mars 2019 et les uniformiser à tout le CCJE au 31 mars 2020 (reportée)

ENJEU 3

Orientation 3.2
Favoriser l'engagement et le bien-être des employés

Objectif 3.2.1
Sensibiliser les employés aux valeurs de l'organisation

Cibles
Faire connaître le Code de conduite lors d'une tournée des bureaux, produire et afficher des encarts à chaque bureau au 31 mars 2019 (atteinte)

Résultats
Réimpression des affiches du code de conduite aux couleurs de la nouvelle image
Affichage dans tous les bureaux
Sensibilisation des nouveaux employés lors du processus d'accompagnement (objectif 3.1.1).

Objectif 3.2.2
Élaborer une politique de reconnaissance pour tous les employés du CCJE

Cibles
Former un comité de travail pour analyser les besoins et élaborer une politique au 31 mars 2020 (partiellement atteinte)

Résultats
Formation du comité.

Objectif 3.2.3
Mettre en place et maintenir un programme d'horaire de travail variable permettant la conciliation travail-famille-vie personnelle

Cibles
Réévaluer le projet avec l'exécutif syndical avant l'échéance d'une année (atteinte)

Résultats
Rencontres avec l'exécutif syndical des employées de soutien de l'aide juridique, Renouvellement automatique pour la durée restante de la convention collective.

Objectif 3.2.4
Favoriser les rencontres régionales avec les employés

Cibles
Tenir une rencontre annuellement (largement atteinte)

Résultats
Rencontre régionale avec les avocats tenue le 31 mai
Rencontre régionale avec les employées de soutien tenue les 6 et 7 juin
Rencontre avec tous les employés le 18 octobre.

Objectif 3.2.5
Améliorer la performance et les comportements d'innovation

Cibles
Analyser les pistes d'action suggérées par les résultats du sondage Performer et Innover par le Bien-Être (PIB) au 31 mars 2019 et évaluer la faisabilité d'un plan d'action pour rendre notre organisation performante et novatrice au 31 mars 2022 (partiellement atteinte)

Résultats
Transmission du rapport diagnostic au comité bien-être au travail
Rencontre avec le comité
Cueillette d'informations par le comité auprès des employés.

MESURES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En plus des objectifs stratégiques orientés sur l'adoption d'une philosophie de gestion axée sur le développement durable, le CCJE poursuit également l'application de mesures qui s'inscrivent dans une optique de développement durable.

Voici les principales mesures mises en place :

Adopter des pratiques de consommation écoresponsables

- Recyclage du papier et des documents cartonnés
- Collecte de piles usagées
- Ajout de bacs à recyclage municipaux
- Utilisation de cartouches d'encre recyclées
- Achat d'appareils à économie d'énergie
- Prioriser l'envoi de courriels plutôt que de lettres
- Envoi des attestations d'admissibilité à l'aide juridique par télécopieur
- Élimination des fontaines d'eau
- Favoriser le réemploi des fournitures et équipements
- Remplacement de collections papier par des collections électroniques
- Adhésion au service de paie en ligne

Favoriser l'accès à l'aide juridique aux personnes démunies

- Personnes-ressources auprès d'organisations émanant des secteurs de l'aide à la personne et à la famille, de l'enseignement, de la jeunesse et de la santé
- Maintien des bureaux à temps partiel de Stanstead, Windsor et Disraeli
- Admissibilité au centre de détention de Sherbrooke
- Admissibilité au département de psychiatrie de l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke
- Participation au comité stratégique intersectoriel régional en itinérance de l'Estrie
- Participation au comité directeur du PAJ-SM
- Service de garde personnalisé du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30
- Ligne téléphonique sans frais pour les détenus

OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA DÉCLARATION DE SERVICES AUX CITOYENS

Le CCJE a maintenu durant l'année les engagements énoncés dans la Déclaration de services aux citoyens adoptée en 2002.

Cette déclaration énonce la mission de l'organisation et contient les principaux engagements en matière d'accessibilité, de fourniture et de qualité des services. Elle contient également des engagements particuliers, dont un système de gestion efficace des plaintes.

Traitement des plaintes

Les plaintes constituent pour le CCJE une source d'information qui lui permet d'améliorer la prestation de ses services.

7 plaintes verbales ou écrites ont été reçues au cours de la dernière année sur un total de **14 319** dossiers traités

Elles se répartissent ainsi :

6 recevables, mais non fondées
0 en cours de traitement
1 partiellement fondée
2 relevant d'un autre organisme

Une seule plainte partiellement fondée portait sur des difficultés de communication. Cette plainte a fait l'objet d'un suivi auprès de l'employé concerné.

225, rue King Ouest, bureau 234
Sherbrooke (Québec) J1H 1P8

aidejuridiqueestrie.ca